

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 27/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEXSTONE

1 rue du Colonel Pierre AVIA
75015 Paris

Références : UDR-SSDAS-25-294-FM
Code AIOT : 0006101457

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement NEXSTONE implanté 100 ROUTE DE CORBAS 69780 Mions. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le programme 2025 du Plan Pluriannuel de Contrôle des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXSTONE
- 100 ROUTE DE CORBAS 69780 Mions
- Code AIOT : 0006101457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière Nexstone de Mions est autorisée par l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013 modifié par l'APC du 13 octobre 2020 à exploiter une carrière de roches alluvionnaires pour une durée de 30 ans.

Un dossier de demande de modification du phasage est actuellement en cours d'instruction, car l'exploitation devrait se situer dans sa 3ème phase quinquennale, tandis qu'elle est réellement au milieu de la seconde phase. Cet écart est lié à une diminution du volume moyen annuel d'extraction et de vente de matériaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Épaisseur d'extraction (fiche de constat n°4 de l'inspection du 16/10/2023)	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	8 mois
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 12	/	Demande d'action corrective	
6	Eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 11.3.2	/	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Pollution de l'air (fiche de constat n° 7 de l'inspection du 16/10/2023)	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 12	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Piézomètre (fiche de constat n°8 de	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 11	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	l'inspection du 16/10/2023)			
4	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 7.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans un délai maximal de 8 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection:

- un plan d'action concernant l'absence de la bande des 10 mètres notamment au niveau des parcelles n° 162 et 163 de la section BL;
- un plan des cotes d'extraction actualisé et faisant apparaître la correction des anomalies par rapport aux cotes minimales d'extraction.

L'exploitant veillera à respecter la périodicité:

- des campagnes de surveillance des poussières en suspension **a minima tous les 3 ans**;
- des mesures des rejets en sortie des déshuileurs **a minima tous les ans**.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pollution de l'air (fiche de constat n° 7 de l'inspection du 16/10/2023)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et met également en place :</p> <p>a. une surveillance des retombées de poussières dans l'environnement, une fois par an, en période sèche, pendant une période continue d'exploitation de 30 jours,</p> <p>b. une surveillance des poussières en suspension, une fois tous les 3 ans, en période sèche, pendant une période continue d'exploitation de 15 jours. Les points de mesures sont localisés sur la carte en annexe 9. De plus, pour la mesure en b), un point témoin est pris en dehors de la zone d'influence de la carrière, au centre de la zone industrielle de Saint-Priest. Ces mesures sont effectuées par une personne ou un organisme qualifié.</p> <p>[...]</p>

Arrêté ministériel du 22/09/94 article 19 point 19.5. :

Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.

[...]

Arrêté ministériel du 22/09/94 article 19 point 19.8. :

Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

Constats :

Constats précédents (pour rappel):

Les campagnes de mesures de poussières en suspension dans l'air réalisées en 2015, 2019 et 2023 ont été transmises en amont de l'inspection. Il a été vérifié lors de l'inspection que tous les paramètres prévus ont bien été analysés. Dans les documents transmis, la tridymite n'est pas mentionnée en raison de son absence de détection. Les résultats sont satisfaisants au regard des critères mentionnés dans le présent point de contrôle.

Concernant les campagnes de mesures de retombées de poussières, les résultats sont satisfaisants.

Toutefois, l'inspection a constaté :

1- Une disposition des points de mesurage différente de celle prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation. En particulier aucune jauge n'est implantée à proximité des habitations les plus proches situées à l'est du site.

2- l'absence de station météorologique sur le site, en écart aux dispositions de l'article 19 point 19.8 de l'arrêté ministériel du 22/09/94 modifié relatif aux exploitations de carrières. En effet, la carrière remplit les conditions requises, à savoir produire plus de 150 000 tonnes de matériaux par an et se trouver intégralement sur une zone couverte par un plan de protection de l'atmosphère, imposant la présence d'une station météorologique sur le site.

Demande de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement :

1) Mettre en place une station météorologique conformément aux dispositions sus-citées.

2) Modifier et justifier le positionnement des jauges pour les prochaines campagnes de mesurage des retombées de poussières.

Constats réalisés le 02/10/2025 :

1) L'inspection a pu constater la présence et le fonctionnement de la station météorologique sur le toit du bâtiment administratif.

2) L'emplacement des jauges Owen présenté dans le rapport annuel de synthèse 2024 des campagnes de mesures de retombées de poussières réf. : LN° 10940382/2401 - 1/ 1 M00 est conforme à l'annexe 9 - Localisation des points de mesures de retombées de poussières de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2013.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Épaisseur d'extraction (fiche de constat n°4 de l'inspection du 16/10/2023)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Cotes basse
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cotes limites d'exploitation en profondeur sont indiquées à l'article 2. La cartographie des cotes minimales d'extraction, selon les zones de la carrière, figure en annexe 8. L'épaisseur d'extraction varie donc par rapport au terrain naturel : Entre 14 et 18 m pour la zone d'extension au lieu-dit «Chardonnières», et pour la zone en renouvellement non extraite à la notification du présent arrêté, hors périmètre de protection éloigné du captage de Ferme Pitiot, entre 11 et 12m pour la zone en renouvellement non extraite à la notification du présent arrêté, comprise dans le périmètre de protection éloigné du captage de Ferme Pitiot.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats précédents (pour rappel):</u></p> <p>Le plan de relevé topographique a été établi au mois de novembre 2022. Par l'analyse du plan de relevé topographique et des cotes de fonds de fouilles inscrites dans l'annexe 8 de l'arrêté préfectoral des anomalies apparaissent :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- La zone située à l'est du périmètre de protection éloignée, entre les lignes de cotes 192 et 192.5 comprend des relevés parfois trop bas (exemple 191.73 pour un niveau devant être, au minimum, compris entre 192 et 192.5). 2- Une bande horizontale minimale de 10 mètres entre la limite du front d'exploitation et la limite du site n'apparaît pas sur la zone d'exploitation historique du site (front à l'ouest de la centrale d'enrobage). <p>Sur le site il a été constaté que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- La zone identifiée par l'inspection comme ayant des cotes trop basses a fait l'objet d'un ajout de matériaux de la carrière pour remonter le niveau. La cote atteinte par cet ajout n'a pas été précisée. 2- Le front d'exploitation historique à l'ouest de la centrale d'enrobage s'arrête à l'aplomb de la clôture qui marque à cet endroit la limite du périmètre de l'autorisation. La situation est non conforme. <p><u>Demande de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Pour les différences de cote basse autorisées / réelles :

Transposer sur le plan de relevé des niveaux topographique les anomalies par rapport aux cotes minimales d'extraction prévues par l'annexe 8 de l'arrêté préfectoral en faisant apparaître les anomalies. À partir de cette vérification sur plan, l'exploitant poursuivra sur le site la vérification et les corrections des écarts de niveaux restants.

Lors de la réalisation du prochain plan de relevé topographique l'exploitant comparera les cotes minimales autorisées et les relevés effectifs. L'exploitant détaillera à l'occasion du relevé topographiques la méthode et les surfaces ou les cotes qui sont mesurées et celles qui seraient reprises d'un précédent mesurage.

2- Pour la bande des 10 mètres manquante sur le front situé à l'ouest de la centrale d'enrobage : Justifier que la limite du site est convenablement reportée sur le plan.

S'il s'avère que la bande des 10 mètres entre la limite du site et le front est manquante, l'exploitant apportera des matériaux pour conforter la zone et assurer la stabilité des terrains voisins.

3- Transmettre les réponses et actions correctives à réaliser pour répondre aux anomalies listées dans le présent point de contrôle. L'exploitant transmettra également le plan de relevé topographique qui sera réalisé courant du mois de novembre 2023 en identifiant sur celui-ci les éventuelles anomalies résiduelles.

Constats réalisés le 02/10/2025 :

- 1) L'exploitant a présenté en séance un plan des cotes d'extraction à l'échelle 1/1000 daté du 15/01/2025 faisant apparaître des anomalies par rapport aux cotes minimales d'extraction.
- 2) L'exploitant a confirmé l'absence d'une bande de 10 mètres entre la limite du site et du front d'exploitation. Il a indiqué que l'exploitation de la carrière n'impacterait pas cette bande. Par ailleurs, l'inspection a constaté sur site la présence d'un piézomètre (cf. point de constat n°3) situé à l'intérieur de cette bande ainsi que le passage d'une piste entre cette bande et une zone de stockage de matériaux aménagée.
- 3) Pour se ramener aux cotes minimales d'extraction, l'exploitant a indiqué être en train d'acquérir de l'instrumentation (capteurs GPS) pour équiper la chargeuse d'ici la fin de l'année. L'exploitant s'est engagé à corriger ces anomalies, et à communiquer un plan des cotes d'extraction actualisé au plus tard pour fin juin 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En réponse aux points précités :

- L'exploitant fournira un plan d'action pour la mise en conformité de cette bande de 10 mètres.
- L'exploitant transmettra à l'inspection le plan des cotes d'extraction actualisé au plus tard pour fin juin 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 mois

N° 3 : Piézomètre (fiche de constat n°8 de l'inspection du 16/10/2023)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Reprise d'un constat non soldé de l'inspection du 16/10/2023 : L'exploitant implante un réseau d'ouvrages de suivi [...] comportant 8 ouvrages, positionnés selon la carte en annexe 8. [...]
Constats : <u>Constats précédents (pour rappel) :</u> Le piézomètre PZAV1 selon le plan en annexe 8 de l'arrêté préfectoral du 19/12/2013 est endommagé suite à son arrachage par un engin. <u>Demande de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement :</u> - Remettre en bon état de fonctionnement le piézomètre concerné. - Si la remise en état du piézomètre endommagé est impossible, procéder à : 1- l'abandon de l'ouvrage et son comblement par des techniques appropriées pour garantir une bonne protection de la nappe d'eau souterraine. 2- la mise en place d'un nouvel ouvrage en remplacement selon les modalités de l'article 11 point 11.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation pré-cité. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique. <u>Constat réalisé le 02/10/2025 :</u> L'inspection a constaté la bonne reprise du piézomètre endommagé, et sa protection par des blocs béton en bordure de piste.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 7.6
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an par l'exploitant et envoyé à l'Inspection des Installations Classées. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre, - les bords de la fouille, - les cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Constats :
<p>L'exploitant a présenté un plan d'état des lieux à l'échelle 1/1250 au 22/11/2024.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une nouvelle version du plan d'exploitation daté de novembre 2025 sera transmise à l'Inspection des installations classées dans un format papier.</p> <p>Ce point de contrôle n'appelle pas de remarques particulières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Retombées de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et met également en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. une surveillance des retombées de poussières dans l'environnement, une fois par an, en période sèche, pendant une période continue d'exploitation de 30 jours, b. une surveillance des poussières en suspension, une fois tous les 3 ans, en période sèche, pendant une période continue d'exploitation de 15 jours. <p>Les points de mesures sont localisés sur la carte en annexe 9. De plus, pour la mesure en b), un point témoin est pris en dehors de la zone d'influence de la carrière, au centre de la zone industrielle de Saint Priest.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance le rapport annuel des mesures des retombées atmosphériques sur la période du 27/02/2024 au 01/10/2024.</p> <p>Les mesures sont conformes aux paramètres définis à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDPP-DREAL 2024-156 relatif à la surveillance des retombées de poussières issues de carrières relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 du 08/08/2024.</p> <p>Ce point de contrôle n'appelle pas de remarques particulières.</p> <p>En revanche, concernant la surveillance des poussières en suspension, l'exploitant a présenté des rapports de surveillance datant de 2018 et n'a pas été en mesure de présenter des relevés plus récents, par exemple 2021 et 2024 eu égard la périodicité réglementaire de 3 ans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalisera une campagne de surveillance des poussières en suspension courant 2026.</p> <p>A défaut, l'exploitant s'expose à des mesures de coercitions et de sanctions administratives.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 6 : Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 11.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux issues des décanteurs-déshuileurs, respectent en sortie les prescriptions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; - la température est inférieure à 30°C ; - les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF EN 872), - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ; - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF EN ISO 9377-2 et NF EN ISO 11 423-1).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport d'intervention du 02/09/2025 de la société SARP Centre Est relatif au nettoyage des séparateurs, ainsi que le bordereau de suivi des déchets associé.</p> <p>Par courriel du 21 octobre 2025, l'exploitant a communiqué les rapports d'analyse 2023 des rejets en sortie des séparateurs. L'inspection constate un léger dépassement des valeurs seuils en MEST sur les unités Pilotage (69 mg/l) et Silos TV (68 mg/l).</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre le rapport d'analyse 2024.</p> <p>Enfin, les analyses pour 2025 sont actuellement en cours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à respecter la périodicité annuelle des analyses des eaux issues des décanteurs-déshuileurs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective